



You are free to reproduce, distribute and transmit this article, provided you attribute the author(s), Education Canada Vol. 49 (3), and a link to the Canadian Education Association (www.cea-ace.ca) 2010. You may not use this work for commercial purposes. You may not alter, transform, or build upon this work. Publication ISSN 0013-1253.

Il est permis de reproduire, de distribuer et de transmettre cet article, à condition d'indiquer l'auteur (ou les auteurs) ainsi que Education Canada, Vol. 49 (3) et d'inclure un lien à l'Association canadienne d'éducation (www.cea-ace.ca) 2010. Vous ne pouvez utiliser cet ouvrage à des fins commerciales, ou encore altérer, transformer ou étoffer ce travail. Publication ISSN 0013-1253.

Public Opinion, Public Policy

A couple of articles in this issue got me thinking about the tangled relationship between public opinion and public policy. In a democracy, policy makers ignore public opinion at their peril. Hence, the rush to 'panacea solutions' as described by Julian Tanner, who points out that many of the 'solutions' put in place to deal with a perceived increase in school violence were introduced as knee-jerk reactions to a few horrific incidents. They were implemented with little research into their effectiveness, and as a result, they have had unintended – and sometimes negative – consequences.

Would injecting money into our educational systems to deal with the current economic crisis be another such 'panacea solution'? It just might, say Doug Hart and D.W. Livingstone. While the public appears to welcome increased spending on education, these authors conclude that relying on education spending as a major part of an economic stimulus package would be a mistake because our economic problems are not a result of educational failures. "We should support educational investment for the things that it can do, but recognize clearly what it cannot do."

What's the message here? Certainly Hart and Livingstone are strong supporters of education as a public good, and Tanner emphasizes the need to deal with real threats to student safety. But both of these very different articles suggest that when public policy is drafted in response to public opinion, without solid grounding in fact, it runs the risk of failure.

Which brings us to the real role of education in confronting these and other inevitable future crises. If policy-makers in a democracy cannot (and arguably should not) ignore public opinion, the route to better policy decisions in all sectors must be better informed public opinion. To achieve that end, we need to look to our educational institutions, certainly. But we need also to look at the public sphere in which opinion is formed – at the news media, which feed on fear and crisis; at the instant-gratification world of the Internet; at our politicians, who crassly manipulate public opinion based on political gain rather than on thoughtful presentation of fact and evidence.

School violence is a serious concern. The economic crisis demands a focused and effective policy response. And the future success of democratic societies depends on a public and a political establishment that base their opinions and decisions about increasingly complex matters on the best information and evidence available. Is that too much to ask? |

Send your letters to pdunning@echoriver.ca or to The Editor, *Education Canada*, Canadian Education Association, 300 – 317 Adelaide Street West, Toronto, ON M5V 1P9 (be sure to include contact information).

Opinion publique, politique publique

La lecture de deux articles de ce numéro m'a amenée à réfléchir à l'enchevêtrement qui existe entre l'opinion publique et la politique publique. Dans une démocratie, c'est à leurs risques et périls que les responsables des politiques ignorent l'opinion publique. D'où la précipitation à adopter des « panacées », comme le décrit Julian Tanner, qui souligne que de nombreuses solutions instaurées pour contrer une hausse perçue de la violence à l'école ont résulté de réactions instinctives à quelques incidents horribles. Instaurées même si peu de recherches avaient porté sur leur efficacité, ces solutions ont eu des conséquences imprévues – et parfois négatives.

L'injection d'argent dans nos systèmes éducatifs pour faire face à la crise économique actuelle serait-elle une autre « panacée »? Peut-être bien, affirment Doug Hart et D.W. Livingstone. Bien que le grand public semble approuver l'augmentation des dépenses en éducation, les auteurs concluent que ce serait une erreur de compter sur les dépenses en éducation comme élément important d'un programme destiné à stimuler l'économie, car nos problèmes économiques ne résultent pas d'échecs éducationnels. « Nous devrions soutenir l'investissement en éducation pour les résultats qui peuvent en découler, mais reconnaître clairement ce que cet investissement ne peut accomplir. »

Quel message doit-on en tirer? Hart et Livingstone sont de fervents partisans de l'éducation comme bien public, alors que Tanner souligne la nécessité de réagir aux menaces réelles posées à la sécurité des élèves. Mais ces articles très différents laissent tous deux entendre que lorsque des politiques publiques sont élaborées en fonction de l'opinion publique, sans se fonder solidement sur des faits, elles risquent l'échec.

Tout cela nous conduit au rôle réel joué par l'éducation pour affronter ces crises et les inévitables crises futures. Si les responsables de politiques d'une démocratie ne peuvent (et, peut-on soutenir, ne devraient pas) faire abstraction de l'opinion publique, la voie à suivre pour prendre de meilleures décisions en matière de politiques, dans tous les secteurs, doit être une opinion publique mieux informée. Pour ce faire, nous devons non seulement nous tourner vers nos établissements d'éducation, mais aussi vers la sphère publique où l'opinion est formulée – vers les médias, qui puisent dans la peur et les crises; vers le monde de gratification immédiate branché sur Internet; vers nos politiciens, qui manipulent impudemment l'opinion publique en fonction des avantages politiques au lieu de présenter judicieusement des faits et des preuves.

La violence à l'école est un sujet grave. La crise économique nécessite des politiques publiques efficaces et ciblées. Le succès futur des sociétés démocratiques dépend d'institutions publiques et politiques dont les opinions et les décisions au sujet de questions toujours plus complexes reposent sur les meilleurs renseignements et preuves disponibles. Est-ce trop demander? |

Envoyez vos lettres à redaction@cea-ace.ca ou à la Rédaction, *Education Canada*, Association canadienne d'éducation, 317, rue Adelaide Ouest, bureau 300, Toronto (Ontario) M5V 1P9 (n'oubliez pas d'inclure vos coordonnées).

